

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**

**Ouvriers**

**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

**(11<sup>e</sup> édition. – Juin 2005)**

**ACCORD DU 5 AVRIL 2005**

**RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2005 AU 31 MARS 2006 (BRETAGNE)**

**NOR : ASET0550783M**

**IDCC : 1596**

Entre :

La fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;

L'union régionale CAPEB Bretagne ;

La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFDT ;

L'union régionale CFTC bâtiment,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le régime d'indemnisation de petits déplacements défini en application du titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les entreprises visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises de bâtiment de Bretagne des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

Le régime d'indemnisation qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas ;
- indemnité de frais de transports ;
- indemnité de trajet,

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue ; leur montant est déterminé à l'échelon de la région.

## Article 2

Le présent accord renvoie, point par point, aux dispositions contenues dans le titre VIII chapitre 1<sup>er</sup> des conventions collectives bâtiment du 8 octobre 1990 susvisé, sous réserve des adjonctions et précisions ci-après :

### *Zones circulaires concentriques*

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en 2 sous-zones, de 0 à 4 kilomètres et de 4 à 10 kilomètres.

### *Indemnité de repas*

L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 kilomètres, et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transports existants.

## Article 3

Le montant des indemnités découlant des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus est fixé comme suit :

*Du 1<sup>er</sup> avril 2005 au 31 mars 2006*

I. – Indemnité de repas : 7,80 €.

II. – Indemnité frais de transport :

ZONE	DISTANCE (en kilomètres)	INDEMNITÉ de frais de transport (en euros)
1	De 0 à 4	0,40
	De 4 à 10	2,01
2	De 10 à 20	4,00

ZONE	DISTANCE (en kilomètres)	INDEMNITÉ de frais de transport (en euros)
3	De 20 à 30	5,47
4	De 30 à 40	7,00
5	De 40 à 50	8,54

### III. – Indemnité de trajet :

ZONE	DISTANCE (en kilomètres)	INDEMNITÉ de frais de transport (en euros)
1	De 0 à 4 De 4 à 10	0,37 1,21
2	De 10 à 20	1,67
3	De 20 à 30	2,51
4	De 30 à 40	3,49
5	De 40 à 50	4,18

Ces montants prenant effet au 1<sup>er</sup> avril 2005, resteront en application jusqu'au 31 mars 2006.

### Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Rennes, le 5 avril 2005.

(Suivent les signatures.)